

Le monde après l'annulation de Budapest

L'ordre financier et géopolitique mondial en période de troubles imminents

par Alastair W. Crooke*



Alastair W. Crooke.
(Photo mad)

La tentative de Donald Trump de mettre en place un «scénario Budapest» (c'est-à-dire un sommet Poutine–Trump sur la base du précédent «accord» en Alaska) a été annulée unilatéralement (par les Etats-Unis) dans un climat d'acrimonie. Poutine avait initié l'appel de 2,5 heures lundi.

Selon certaines informations, Poutine aurait tenu des propos sévères sur le manque de préparation des Etats-Unis à l'égard d'un cadre politique, tant en ce qui concerne l'Ukraine que, surtout, les besoins plus larges de la Russie en matière de sécurité.

Cependant, lorsque cela a été annoncé par la partie américaine, la proposition de Donald Trump était revenue (une fois de plus) à la doctrine de Keith Kellogg (l'envoyé américain en Ukraine) d'un «conflit gelé» sur la ligne de contact existante avant toute négociation de paix – et non l'inverse.

Situation en Europe orientale

Trump devait savoir bien avant que les pourparlers de Budapest ne soient envisagés que cette doctrine Kellogg avait été rejetée à maintes reprises par Moscou. Alors pourquoi a-t-il réitéré cette demande? Quoi qu'il en soit, le scénario du sommet de Budapest a dû être annulé après que l'appel téléphonique «préparatoire» convenu entre le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov et le secrétaire d'Etat Marco Rubio se soit heurté à un mur. Lavrov a en effet réaffirmé

qu'un cessez-le-feu de type Kellogg n'était pas envisageable.

Il semble que l'administration américaine pensait que ses menaces de fournir des missiles Tomahawk à l'Ukraine, associées à un durcissement du discours américain sur des frappes en profondeur contre la Russie, suffiraient à faire pression sur Poutine pour qu'il accepte un gel immédiat, tout en reportant sine die toute discussion sur les détails et une solution plus large.

Les analystes militaires russes auraient déclaré à Vladimir Poutine que les menaces de Trump étaient un bluff: même si les Tomahawk étaient fournis, leur quantité serait limitée et n'infligerait aucune défaite tactique ou stratégique à la Russie.

Le cours des événements laisse entendre que soit Trump n'a pas compris cette «réalité» russe, malgré deux ans de répétitions selon lesquelles la Russie ne céderait pas sur un «gel immédiat», soit que les intérêts financiers occultes ont exercé une forte pression sur Trump, lui disant qu'un véritable processus de paix avec la Russie n'était pas autorisé. Trump a donc annulé tout le scénario, murmurant aux médias qu'une réunion à Budapest aurait été «une perte de temps», laissant son administration (le secrétaire au Trésor américain Bessent) annoncer de nouvelles sanctions contre les plus grandes compagnies pétrolières russes, accompagnées d'un appel aux alliés pour qu'ils s'y joignent.

Rappelons-nous que la réalité «russe» est que Poutine ne voudrait pas répéter l'erreur de 1918, lorsque la Russie a signé la paix humiliante de Brest-Litovsk, sous la pression de l'Allemagne. Poutine répète souvent que ce sont précisément les pressions exercées en 1918 pour «simplement arrêter» l'engagement qui ont coûté à la Russie son statut de grande puissance et lui ont fait perdre des générations entières de Russes. Les efforts colossaux de millions de personnes ont été échangés contre la *paix humiliante de Brest-Litovsk*. Le chaos et l'effondrement ont suivi.

Poutine reste déterminé à mettre en place une nouvelle architecture de sécurité à l'échelle européenne, même si le caractère capricieux de

* Alastair W. Crooke, né en 1949, est un ancien diplomate britannique et le fondateur et directeur du *Conflicts Forum*, une organisation basée à Beyrouth qui milite en faveur d'un engagement entre l'islam politique et l'Occident. Auparavant, il occupait des fonctions importantes au sein des services de renseignement britanniques (MI6) et de la diplomatie de l'Union européenne.

Trump et des contraintes invisibles remettent en question les nouveaux appels de Poutine ou les réunions. Poutine est en colère: de nombreuses «lignes rouges» russes ont été franchies; une escalade est à prévoir, peut-être à un niveau sans précédent.

Les Européens, sans se laisser décourager par l'annulation de la réunion de Budapest, vantent un «nouveau/ancien» plan en douze points qui exclurait toute concession territoriale et prescrirait un cessez-le-feu le long des lignes de front actuelles. Les classes dirigeantes occidentales sont très claires: la Russie doit être vaincue. L'escalade a déjà commencé: de nouvelles sanctions de l'UE sur les importations de gaz russe dans l'UE ont été annoncées et des frappes nocturnes ont été lancées contre des raffineries de pétrole en Hongrie et en Roumanie (cette dernière étant un Etat membre de l'OTAN). Une fois de plus, le message adressé aux Etats membres de l'UE est clair: pas de retour en arrière. Le Premier ministre polonais *Donald Tusk* a souligné ce point le X: «Toutes les cibles russes dans l'UE sont légitimes». L'UE est clairement prête à tout pour faire *elle-même* la guerre afin d'imposer sa volonté.

Etant donné que Kiev estime impossible de renoncer à une partie quelconque de son territoire – alors que la Russie conserve la prépondérance de la force brute –, il est difficile d'imaginer comment une *négociation* serait possible à l'heure actuelle. Il est probable que la question ukrainienne sera réglée par une épreuve de force. L'urgence avec laquelle l'UE tente de rallier Trump à sa cause reflète probablement sa crainte face à l'accélération et à l'accumulation des victoires militaires russes.

Situation en Asie orientale

Toutes ces turbulences ont lieu en Russie, alors que Bessent se rend à Kuala Lumpur pour contester la réponse de la Chine à la prolongation soudaine par les Etats-Unis (après des négociations commerciales apparemment prometteuses) des contrôles à l'exportation sur les produits technologiques importés par la Chine. La Chine a riposté en promulguant des contrôles sur les terres rares en guise de représailles.

Trump, furieux, a explosé, menaçant la Chine de droits de douane de 100%. Le marché boursier américain, suivant un schéma bien connu, s'est d'abord effondré, mais Trump a rapidement publié une annonce optimiste à temps pour l'ouverture du «marché à terme», et les acheteurs se

sont précipités, les actions atteignant des niveaux records. Pour les Américains, tout allait bien.

Cependant, lundi dernier, le discours élogieux de Trump à l'égard de la Chine a atteint de manière inattendue le niveau «11»:

«Je pense qu'à l'issue de nos réunions en Corée du Sud [avec Xi], la Chine et moi-même concluons un accord commercial vraiment équitable et vraiment formidable», a déclaré Trump. Il a exprimé l'espoir que la Chine reprenne ses achats de soja américain après que les importations de Pékin aient chuté en raison du conflit tarifaire. Il a également exhorté la Chine à «*mettre fin au fentanyl*», accusant les autorités chinoises de ne pas avoir freiner les exportations de cet opioïde synthétique et de ses précurseurs chimiques.

Et pour s'assurer que le marché boursier atteigne un nouveau record, Trump a ajouté qu'il ne pensait pas que «la Chine voulait envahir Taïwan».

Cependant, maintenant que Moscou a effectivement mis un terme au scénario américain «Budapest», la question est la suivante: le président Xi en viendra-t-il lui aussi à la conclusion qu'il ne vaut pas la peine de continuer à tolérer les caprices de Trump (la rencontre en Corée du Sud n'est pour l'instant pas encore confirmée)? Et les craintes devraient continuer à s'intensifier.

Mais peut-être que le revirement de Trump vers un discours extrêmement positif à l'égard de la Chine reflète autre chose: une évolution potentiellement choquante pour Trump et les Etats-Unis?

Un revirement surprenant dans la politique étrangère du Japon

On s'attendait généralement à ce que la nouvelle Première ministre japonaise, *Sanae Takaishi*, tienne, dès son entrée en fonction, un discours fortement antichinois, renforce l'alliance avec les Etats-Unis, renforce la puissance militaire du Japon et contienne Pékin.

Mais c'est le contraire qui s'est produit.

Dans son premier discours à la nation, Mme Takaishi a déclaré qu'elle *ne soutiendrait pas* la guerre commerciale menée par les Etats-Unis contre la Chine et qu'elle *ne se laisserait pas* instrumentaliser par les pressions économiques américaines. Elle a ouvertement critiqué la politique tarifaire de Trump, la qualifiant de «*l'erreur la plus dangereuse du XXI^e siècle*».

Reuters a commenté que sa position était totalement inattendue à Washington. Un choc énorme. Il est apparu que depuis son entrée en fonction, la nouvelle Première ministre avait tenu une série de réunions avec les plus grandes entreprises japonaises, qui lui avaient transmis un message unifié et urgent: en bref, l'économie japonaise *ne survivrait pas à une nouvelle guerre commerciale*.

Puis, une semaine après son entrée en fonction, elle a ouvertement exprimé son soutien à la Chine, opérant ainsi le plus grand revirement de politique étrangère depuis la Seconde Guerre mondiale. La Chine n'était plus «l'ennemi».

Une nouvelle ère s'est ouverte en Asie. Trump était sous le choc: il a accusé Mme Takaishi de trahir les principes du libre-échange. CNN a qualifié cela de «coup de poignard dans le dos» de la part d'un allié proche.

Mais le pire était à venir: les sondages ont montré que la Première ministre bénéficiait d'un soutien de 60% pour sa position sur l'indépendance économique du Japon, et que plus de 50% soutenaient également sa position sur la Chine!

Bloomberg a lancé une autre bombe: Mme Takaishi a entamé, en collaboration avec la Chine et la Corée du Sud, un rééquilibrage stratégique de l'architecture monétaire asiatique en réponse à l'utilisation croissante de la puissance économique comme levier par Washington. La Chine, le Japon et la Corée du Sud sont en train de créer une zone monétaire commune. Le swap trilatéral proposé permettrait aux trois pays de régler leurs échanges commerciaux, d'augmenter leur liquidité et de gérer les crises grâce à leurs propres monnaies, en toute indépendance vis-à-vis de l'Occident.

Si ces projets aboutissaient, cela compromettrait la suprématie du dollar américain, puisque 15% du commerce mondial serait retiré de la zone dollar, et il est probable que tout l'équilibre des pouvoirs (pro-occidental) existant en Asie s'effondrerait.

Mais cela va plus loin encore: la vision de Mme Takaishi s'inscrirait dans le cadre du déploiement par la SCO/BRICS de son système de compensation numérique dans toute l'Asie centrale.

Or, Trump souhaite démanteler le BRICS, ainsi que toute autre menace pesant sur l'hégémonie du dollar américain. Il faut s'attendre à une escalade, avec de nouvelles menaces de droits de douane.

Si la Chine ne répond pas avec suffisamment d'enthousiasme à l'offensive de charme de Trump, la situation risque de s'aggraver parallèlement à l'escalade contre la Russie (le Venezuela et peut-être l'Iran). Trump a déjà menacé le Japon de sanctions, mais cela ne fera probablement que rapprocher le Japon de la Chine, où se trouvent désormais la plupart des intérêts commerciaux du Japon.

Une période instable s'annonce, probablement ponctuée de violentes fluctuations sur les marchés financiers.

La Russie et la Chine restent étroitement alignées sur les questions géopolitiques, et toutes deux peuvent avoir d'autres raisons de poursuivre les discussions avec Trump (ne serait-ce que pour éviter de déclencher involontairement une crise financière en Occident dont elles seraient tenues responsables), ou pour éviter des conflits militaires. Mais il semble que la tactique de pression de Trump ne se retourne pas seulement contre ces Etats, alors que la crise de la dette et du crédit s'aggrave aux Etats-Unis.

La situation est fragile

Chacune de ces tensions géopolitiques pourrait dégénérer en un conflit généralisé. L'Ukraine et la Russie, le Venezuela, l'Iran, la Syrie, le Liban, le Pakistan et l'Inde, et bien sûr Gaza et la Cisjordanie, ne sont que quelques-uns des points chauds. La situation est fragile; Trump échappe à toute analyse stratégique, et les Européens manquent de véritable leadership et sont en proie à une psychose de guerre interne.

Comme le dit un vieux dicton viennois: «A Vienne, la situation est *désespérée*, mais pas grave» (c'est-à-dire qu'on ne peut pas s'attendre à ce que quiconque en Occident réagisse avec un minimum de sérieux).

Source: <https://conflictsforum.substack.com/p/the-world-financial-and-geo-political>, 23 octobre 2025

(Traduction «Point de vue Suisse»)